



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

68165



E/ECA/PSD.5/13
21 mars 1988

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Cinquième session de la Conférence commune
des planificateurs, statisticiens et
démographes africains

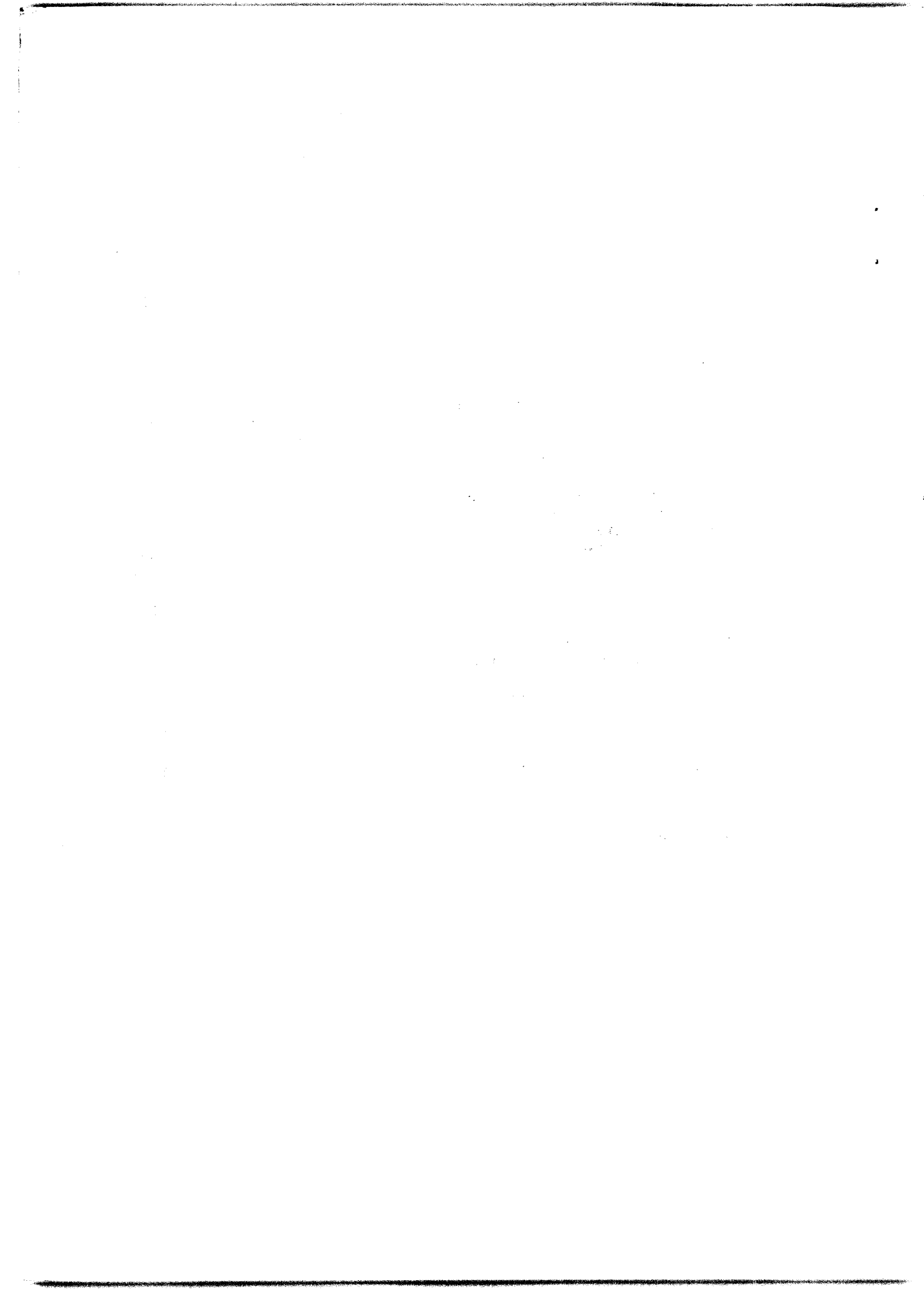
Addis-Abéba (Ethiopie), 21 - 28 mars 1988

COLLECTE DE DONNEES RELATIVES AU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ET AUX

FLUX DE L'AIDE : LACUNES STATISTIQUES ET RECOMMANDATIONS

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphs</u>	<u>Pages</u>
INTRODUCTION	1 - 8	1-3
I. LE SERVICE NATIONAL DE STATISTIQUE	9 - 34	3-11
Place et pouvoirs des services nationaux de statistique	9 - 12	3-4
Administration du bureau de statistique	13 - 14	4
Systèmes centralisés contre systèmes décentralisés	15 - 16	5
Mise en valeur, planification et utilisation des ressources humaines	17 - 23	6-8
Traitement, analyse, publication et diffusion des données	24 - 31	8-10
Budget du programme de travail	32 - 34	10-11
II. BESOIN EN DONNEES	35 - 38	11-19
Disponibilités des données	35 - 38	11-13
Données sur l'énergie : besoins et disponibilité	39 - 45	13-15
Besoins et disponibilité de données sur l'environnement	46 - 52	15-16
Priorités statistiques	53 - 59	17-19
III. STRATEGIE POUR LA COLLECTE DE DONNEES	60 - 69	19-21
Sources de données	60 - 69	19-21
IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	70 - 88	21-26
ANNEXE : DISCIPLINES STATISTIQUES ET LEURS INTERACTIONS		



INTRODUCTION

1. Pendant des années, l'incapacité des systèmes statistiques en Afrique à fournir les données dans le domaine de la planification du développement a fait l'objet de nombreuses discussions et des solutions spécifiques ont été proposées. Il convient de rappeler que certaines lacunes en matière de données ont été identifiées par la Conférence des planificateurs, statisticiens et démographes africains. Un certain nombre de résolutions ont été adoptées, en particulier la Résolution 469 (XVIII) du 2 mai 1983 sur les services statistiques africains, qui a identifié l'analyse et les applications des données comme condition préalable à l'amélioration de la collecte des données dans la région et a exhorté les gouvernements africains à "accorder la plus haute priorité en général à l'amélioration et au renforcement de leurs services statistiques en vue de fournir les données qui aideront à l'évaluation des problèmes économiques et sociaux actuels et l'accélération du développement".

2. Lors de la préparation du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique 1986-1990, document qui a été soumis à la Session spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies et qui porte sur la crise économique et sociale de l'Afrique, et du Programme d'Action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique 1986-1990, ceux qui ont élaboré ces documents ont eu à faire face à une grave pénurie de données nécessaires pour décrire la situation démographique, sociale et économique dans les pays africains. Il en est de même pour le document sur le suivi de la mise en oeuvre du Programme d'Action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique; le groupe d'étude inter-institutions des Nations Unies chargé de cette tâche a eu de nombreux problèmes pour obtenir les informations statistiques et non statistiques nécessaires. Le document No. E/ECA/PSD.5/14 intitulé "Amélioration des flux d'information sur le suivi du programme de redressement économique et du développement de l'Afrique" traite de ce problème et a été préparé pour montrer aux Etats membres et aux organisations intergouvernementales appropriées la gamme minimale de données requises pour le suivi du Programme d'Action des Nations Unies aux niveaux national, sous régional et régional. Il convient de noter en particulier que le suivi de la mise en oeuvre du Programme d'Action des Nations Unies en 1987 et l'examen à mi-parcours en 1988 ont sérieusement été entravés en raison du manque de données au niveau national sur les domaines clés tels que la réhabilitation et le développement des agro-industries. Ce manque de données n'a pas facilité un examen approfondi et global des progrès réalisés au titre du Programme d'Action des Nations Unies. Certains pays ne pouvaient même pas fournir des données d'ensemble et s'ils en ont fourni, ces données sont peu fiables.

3. Les lacunes en matière de données affectent chaque secteur et chaque aspect de la situation de l'Afrique. Dans le domaine de la démographie, même la taille et le taux de croissance de la population dans certains pays africains ne peuvent être déterminés sans quelque ambiguïté. Dans le domaine

des statistiques sociales, il y a des lacunes relatives à l'alphabétisation, les ratios d'inscription dans les écoles, la situation nutritionnelle de l'enfant et la pauvreté et dans le domaine des statistiques économiques, des services économiques de base comme le PCB et les flux de ressources manquent parfois. Les données sur les ressources naturelles et sur l'environnement sont, si elles existent, dans un état très rudimentaire.

4. Il convient de rappeler que depuis le début des années 1970, la situation peu satisfaisante des données en Afrique a été reconnue et que de nombreux efforts ont été faits sur une base régionale et mondiale. A cet égard, quatre projets régionaux et deux projets mondiaux qui ont eu un impact sur l'amélioration de la fourniture de données dans des domaines spécifiques méritent d'être mentionnés. Les projets régionaux sont le Programme africain de recensement (PAR), le Programme africain de mise en place de dispositifs d'enquête auprès des ménages (PADEM), le Programme de mise en place de dispositifs pour la comptabilité nationale (PCN) et le Programme de formation statistique pour l'Afrique (PFSA). Les projets mondiaux sont l'Enquête sur la démographie et la santé (EDS). Il convient de mentionner également l'Etude des niveaux de vie (LSMS) de la Banque mondiale qui est appliquée actuellement en Côte d'Ivoire et au Ghana.

5. Pour recoudre le problème du manque de données sur les ressources naturelles et sur l'environnement, la CEA a instauré un programme de statistique de l'environnement en Afrique. Il convient de rappeler à cet égard que deux ateliers sur les statistiques de l'environnement ont été organisés en 1982 et en 1983 pour les pays d'expressions anglaise et française respectivement. L'importance des statistiques de l'environnement dans la planification du développement a été soulignée et une série de recommandations a été faite pour renforcer les capacités nationales à constituer des bases de données. La CEA et le Bureau de statistique des Nations Unies ont été exhortés à instaurer l'échange d'expériences au niveau régional et à organiser des cours de formation dans ce domaine.

6. Dans le cadre du programme de la CEA sur les statistiques de l'environnement un effort concret est fait pour aider les Etats membres qui souhaitent mettre en place des programmes de statistiques de l'environnement comme faisant partie de leurs activités de routine de collecte et de compilation de données. Le programme est encore à ses débuts et il faudrait attendre de voir l'impact qu'il aura (voir également page).

7. Le présent document examinera dans les pages qui suivent la structure et le fonctionnement des services nationaux de statistiques et discutera de la manière dont leurs imperfections peuvent être corrigées afin qu'ils puissent fournir des données exactes, appropriées et à jour pour la préparation, le suivi et l'évaluation des plans de développement.

8. Les questions qui seront abordées dans la première partie comprennent: l'établissement des services nationaux de statistique, la direction ou l'administration des services nationaux de statistique, les systèmes centralisés contre les systèmes décentralisés, la formation, la planification et l'utilisation des statisticiens, le traitement, l'analyse, la publication et la diffusion des données.

I. LE SERVICE NATIONAL DE STATISTIQUE

Place et pouvoirs des services nationaux de statistique

9. Dans une enquête récente sur l'organisation et le personnel des services nationaux de statistique en Afrique, contenue dans le document (ECA/STAT/DM.5-STPA/87/17) intitulé "Faits nouveaux dans l'organisation et le personnel des services nationaux de statistique depuis 1981 dans la région Afrique" et présenté à la Cinquième réunion des directeurs de centres participant au Programme de formation statistique pour l'Afrique (PFSA), il a été noté que la plupart des services nationaux de statistique en Afrique relèvent du ministère du Plan. Sur vingt-et-un pays qui ont rempli le questionnaire, 84 pour cent ont leur service national de statistique qui relève du ministère du plan alors que 11 pour cent ont le leur rattaché au ministère des finances et de la planification, le reste soit 5 pour cent ont leur service qui relève du Bureau du Premier ministre. Lorsque les directions nationales de statistique relèvent du ministère du plan, le dialogue est plus fréquent avec les principaux utilisateurs et les priorités en matière de collecte, de traitement et d'analyse des données sont plus soigneusement déterminées. Cependant, certains chefs des directions nationales de statistique ont déclaré qu'un contrôle très rigoureux des services nationaux de statistique de la part du ministère du plan a, dans certains pays, frustré les statisticiens dans leurs tentatives à élargir la portée des données collectées afin de répondre aux besoins des tons les principaux utilisateurs et non pas nécessairement ceux du seul ministère du plan.

10. Il semble qu'au cours de ces derniers temps, des efforts ont été faits par un certain nombre de gouvernements pour parvenir à un meilleur arrangement possible afin de disposer d'une direction nationale de statistique efficace. Deux exemples de ces efforts ont été notés au Ghana et en République populaire démocratique d'Ethiopie. Au Ghana, un service de statistique a été créé dans le secteur public mais en dehors de la fonction publique. Le service de statistique du Ghana (GSS) qui relève du "Statistical Service Board" a pouvoir de nommer et de licencier son personnel. Il a également le pouvoir de fixer les traitements du personnel et de nommer les consultants et les experts qu'ils soient des nationaux ou des expatriés. Cet arrangement donne une grande marge de manoeuvre au service de statistique dans la conduite de son travail. Il a été fait valoir que la relance du service de statistique du Ghana qui est constaté actuellement n'aurait pas été possible si ce service

faisait toujours partie de la fonction publique ghanéenne. Il convient toutefois de noter que si le GSS est en dehors de la fonction publique, il est néanmoins l'une des institutions publiques sous le contrôle général du Secrétaire (C'est-à-dire le ministre) des finances et de la planification économique. Le chef du GSS ne relève toutefois pas du directeur général (Secrétaire général) du ministère, mais rend directement compte au ministre.

11. Dans le modèle éthiopien, une autorité centrale de statistique (CSA) a été créée qui fait partie de la fonction publique. Toutefois, elle a plus d'autonomie qu'auparavant lorsqu'elle relevait du Conseil suprême de la planification centrale (ministère du plan). La CSA relève du Bureau du premier ministre où elle dispose d'une plus grande marge de manoeuvre dans l'exécution de sa tâche. Etant donné qu'elle vient d'être créée, il faudrait attendre quelque temps avant de procéder à une évaluation de son impact.

12. Un examen minutieux des différents arrangements qui existent dans la région indique que la place du bureau de statistique, bien qu'importante, ne constitue pas un facteur déterminant dans son efficacité. C'est la qualité de la direction, en particulier la marge de manoeuvre dont elle dispose pour engager une action qui est plus importante.

Administration du bureau de statistique

13. L'expérience passée montre que le chef du bureau de statistique ne doit pas être nommé sur la seule base de sa qualification scolaire (universitaire). S'il est vrai que le Chef du bureau doit avoir la connaissance requise des statistiques officielles, il n'en demeure pas moins que l'aptitude à diriger est une condition sine qua non d'une bonne administration. Il a été amplement démontré que les directeurs des bureaux de statistique qui n'ont pas la compétence suffisante en matière de gestion, quelque soit leur niveau de connaissance, contribuent à drainer la productivité du bureau. Dans le choix des directeurs de statistique, les gouvernements doivent par conséquent tenir compte, non seulement de leur formation, mais également du leur aptitude à gérer, en particulier leur capacité à superviser le personnel, à l'amener à faire preuve d'une plus grande productivité, à prendre au besoin des initiatives et à respecter les délais fixés. Il est également important que ces chefs soient en mesure d'insuffler un esprit de corps au personnel du bureau en assurant de fréquentes consultations avec les cadres sur les questions importantes.

14. Il a été observé que certains bureaux qui produisaient une large gamme de données de bonne qualité sous un chef éprouvent brusquement des difficultés à produire quoique ce soit lorsqu'une nouvelle direction prend la relève. Par ailleurs, des bureaux dont le rendement était médiocre ont brusquement connu un regain de bonne productivité lorsqu'une autre personne assume la responsabilité. Les gouvernements doivent par conséquent appliquer scrupuleusement les critères susmentionnés dans le choix des directeurs des services nationaux de statistique.

Systèmes centralisés contre systèmes décentralisés

15. La plupart des bureaux de statistique en Afrique sont modélés sur la structure du bureau central des statistiques. Toutefois, dans un certain nombre de pays, des pressions sont exercées pour la création d'unités statistiques au sein des ministères pour fournir des informations appropriées à ce secteur. Les avantages et les désavantages des systèmes statistiques centralisés contre les systèmes statistiques décentralisés ont fait l'objet de discussions au niveau de différents forums, en particulier au cours des séminaires sur l'organisation statistique organisés par le Centre de Munich en 1977. Le présent document ne se propose pas de rouvrir le débat, mais propose simplement un moyen de traiter du problème du double emploi qui semble se poser avec la création d'unités statistiques dans les ministères et au sein de la Banque centrale. Dans un certain nombre de pays, trois ou davantage d'institutions publiques produisent des données statistiques sur des domaines tels que l'agriculture et le commerce extérieur. Les disparités entre les séries d'estimations faites par ces institutions sont source d'une grande confusion pour les utilisateurs. Les producteurs de ces données statistiques reconnaissent eux-mêmes les lacunes dans les données. Et pourtant, l'option logique qui consiste à mettre en commun les ressources pour produire une série de données acceptables et fiables n'est pas poursuivie du fait que les responsables des différentes organisations qui produisent les données n'arrivent pas à se mettre d'accord sur les modalités d'un tel travail conjoint. Il a été fait valoir dans certains pays que la loi qui régit la statistique doit être renforcée afin que la direction nationale de la statistique puisse décourager la création d'unités statistiques ailleurs sans qu'il ait approuvé cette initiative. En vue d'assurer une coordination appropriée des travaux statistiques dans les pays, tout le personnel statistique du secteur public doit appartenir à une direction nationale de la statistique et être détaché au besoin auprès des ministères ou auprès d'autres organismes. Le chef de la direction nationale de la statistique serait responsable de la qualité du rendement de ce personnel alors que les organisations et les ministères auprès desquels il est détaché définiront le cadre du travail statistique qui correspond à leurs besoins. Dans des pays comme le Nigeria, qui ont une longue expérience en matière de détachement de fonctionnaires auprès des ministres par le bureau fédéral des statistiques (FOS), cela n'a toutefois pas empêché la création d'unités statistiques dans d'autres organismes, unités que sont indépendantes du FOS.

16. Si la situation actuelle ne peut être facilement changée en raison de facteurs dont le contrôle échappe à la direction nationale de la statistique, il faudrait au moins mettre en place un mécanisme de coordination pour les activités de collecte de données. A cet égard le rôle des comités de producteurs - utilisateurs dans les domaines tels que l'agriculture le commerce et l'industrie doit être étudié. Dans la mesure du possible, la direction nationale de la statistique doit prendre des initiatives pour créer ce mécanisme.

Mise en valeur, planification et utilisation des ressources humaines

17. Dans l'enquête sur l'organisation des services statistiques mentionnée plus haut, il a été indiqué que depuis 1981 le nombre de statisticiens professionnels employés dans les services nationaux de statistique en Afrique a doublé. Le nombre d'assistants statistiques (cadres moyens ayant le niveau agent ou du certificats adjoint technique de la statistique) a augmenté d'environ 60% alors que le nombre de commis ou d'enquêteurs a baissé d'environ 8 pour cent. Ces chiffres ne donnent cependant pas une image claire des contraintes dans la collecte des données dues à l'insuffisance de personnel. L'enquête n'a malheureusement pas porté sur les différentes spécialisations disponibles pour le personnel professionnel et n'a pas cherché à savoir si de déploiement du personnel tient compte de ces spécialisations. Il n'est donc pas possible de déduire si, pays par pays les lacunes dans les statistiques et les déficiences dans la collecte de données sont dues à un manque de compétence technique au sein de la direction nationale de la statistique ou à une mauvaise répartition du travail suivant les compétences.

18. Par exemple, dans certains pays, la compilation de la comptabilité nationale dépend toujours de la disponibilité de l'assistance extérieure. La plupart des enquêtes par sondage telles que l'enquête mondiale sur la fécondité, l'enquête démographique et sur la santé et l'étude des niveaux de vie, ne peuvent être effectuées qu'avec de nombreux mois/experts étrangers. Le programme national de mise en place de dispositifs d'enquête auprès des ménages a aussi dans une large mesure dépendu de la disponibilité d'experts recrutés au niveau international pour des périodes à court ou à long termes. Plus préoccupant est le fait qu'on s'est rendu compte que dans un grand nombre de pays, le personnel de terrain permanent ou temporaire pour la collecte des données est insuffisant. Ainsi, dans des pays africains, y compris ceux qui ont participé au programme national de mise en place de dispositifs d'enquête auprès des ménages, la collecte des données par le biais d'enquêtes sur le terrain a été abandonnée ou suspendue. Dans certains pays, même la collecte de données auprès des institutions pour la compilation de statistiques types telles que les statistiques industrielles ou du travail, a été entravée par le manque de personnel de terrain chargé de veiller à ce que les questionnaires envoyés par courrier soient remplis.

19. Il convient de rappeler que le Programme d'Action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique met l'accent sur la sensibilisation des gouvernements africains au rôle central qu'une mise en valeur efficace des ressources humaines ainsi que leur planification et leur utilisation peuvent jouer dans la mise en oeuvre dudit programme. Deux domaines ont particulièrement été identifiés :

a) des changements radicaux dans le système éducatif à tous les niveaux pour s'assurer que l'échelle, la connaissance et les attitudes adaptées aux besoins de développement de l'Afrique soient développées.

b) la réduction du très haut niveau actuel de dépendance de la plupart des pays africains vis-à-vis des experts étrangers afin d'arrêter la fuite de devises que connaissaient les pays africains avant l'adoption du Programme d'Action des Nations Unies (1986-1990).

20. La conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains a sans cesse souligné la nécessité de changements radicaux du contenu des programmes de formation des statisticiens. Elle a par conséquent demandé à la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique d'élaborer, en collaboration avec un certain nombre d'institutions spécialisées, des programmes types de formation à trois niveaux (en cours d'emploi, niveau moyen et niveau supérieur). Ces programmes-types de formation mettent l'accent sur les applications pratiques des statistiques et a, dans le domaine des statistiques officielles, introduit toute une gamme d'options qui peuvent être enseignées au niveau universitaire. Ces options incluent les statistiques actuarielles, du travail, de l'éducation, de la santé, agricoles, des prix et des quantités et du commerce international. D'autres cours portent sur les statistiques des balances de paiement, la comptabilité nationale, sociale et alimentaire, de même que les statistiques financières, industrielles, du transport et des communications, de la distribution, de l'environnement et de l'énergie. Des dispositions sont également prises pour l'enseignement de la méthodologie et les applications du recensement et de l'enquête.

21. Ces programmes-types de formation devaient être adaptés aux besoins des centres individuels de formation tant que leurs nombres et leurs ressources le leur permettront. L'accent a été mis sur la présentation d'une option viable pour les personnes qui ont l'intention de travailler dans les directions nationales de statistique. Quelques-unes de ces options sont en train d'être introduites dans certains des centres statistiques mais les contraintes en matière de ressources ne permettent pas de procéder aux changements radicaux dans la manière dont les cours sont dispensés aux statisticiens africains. Il est cependant important de noter que pour former le personnel statistique, ces changements du contenu des programmes de formation doivent être opérés de telle sorte que les personnes qui sont formées dans ces centres disposeront d'une connaissance aussi bien théorique que pratique avant de commencer à travailler dans les directions nationales de statistique.

22. Outre la formation formelle des statisticiens à tous les trois niveaux, il est nécessaire d'organiser de temps à autre des cours de recyclage ou des ateliers. Ces cours de recyclage et ateliers doivent viser à initier les statisticiens aux récents développements dans leurs domaines. A cet égard, il est nécessaire de souligner que ces cours de recyclage et ateliers doivent en fait être orientés de manière à améliorer le rendement du personnel.

23. L'affectation du personnel à des postes et fonctions particuliers mérite aussi une attention particulière. En général, il faudrait déployer davantage d'efforts pour que les postes et les fonctions qu'occupe le personnel correspondent à ses qualifications. Dans les conditions actuelles, il semble que les bourses pour la formation sont acceptées sans qu'il soit tenu compte

du fait que la connaissance technique qui sera acquise s'applique au travail du personnel. Par exemple, il est très courant de voir que des gens qui travaillent dans le domaine du traitement de données ou de la comptabilité nationale bénéficient de bourses pour la formation en démographie et reviennent pour travailler dans leurs anciens domaines qui n'ont aucun rapport direct avec les études qu'ils ont suivies. Il est donc important que les responsables des directions nationales de statistique aient une politique de formation du personnel bien définie et que tous les cours de formation soient axés sur un plan général bien établi. Le personnel qui est utilisé au mieux de sa capacité et qui est encouragé par une formation continue ne peut que contribuer de façon significative à la production de données statistiques.

Traitement, analyse, publication et diffusion des données

24. L'un des facteurs qui ont un impact négatif sur la volonté des gouvernements à financer les opérations de collecte de données est le long retard constaté entre la collecte des données et la diffusion des résultats de l'enquête. Pour améliorer la capacité de collecte des données, l'attention voulue doit être accordée aux phases qui suivent la collecte des données.

25. Bien qu'il ait connu des améliorations, le traitement des données demeure toujours un problème principal en Afrique. En dépit des récents progrès enregistrés dans la technologie du matériel de traitement et dans la disponibilité d'ensemble de programmes efficaces, d'importants obstacles persistent en ce qui concerne la diffusion en temps opportun des informations statistiques. L'une des raisons en est la séparation des fonctions des statisticiens de celles du personnel chargé de traiter les données. Par le passé, les statisticiens collectaient l'information, supervisaient la codification, préparaient les spécifications de la mise en forme et les programmes de tabulation et laissaient ensuite le tout au personnel chargé du traitement de données. Ce dernier n'a été ni associé à la conception du questionnaire et aux spécifications des codes, ni associé au processus de détermination des codes erronnés et inconsistants. C'est ainsi que les programmes de contrôle ne reflètent pas toujours les spécifications du spécialiste. Par ailleurs, le statisticien ne tient pas compte du coût de contrôle et du temps prévu (principalement le nombre de passages en machine). Ainsi dans les enquêtes portant sur le revenu, la consommation et les dépenses, le temps requis pour le contrôle par machine, sans compter celui de la tabulation subséquente est énorme. Il arrive fréquemment que les résultats des enquêtes sur le revenu, la consommation et les dépenses soient connus que 4 à 5 ans après, alors que les données ne sont plus d'aucune utilité.

26. La Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et d'autres organisations internationales ont fait des propositions pour mettre fin à cette séparation des tâches entre le statisticien en tant que collecteur de données et l'informaticien en tant que spécialiste du traitement de données. Ces propositions tendaient à associer le statisticien au processus de traitement de données. Avec l'entrée sur le marché de micro-ordinateur qui facilite à tout spécialiste d'un sujet de mettre les données sur ordinateur,

de les contrôler, de les tabuler et de procéder à leur analyse, la situation s'améliore progressivement. L'informatisation des données statistiques est recommandée actuellement comme matière obligatoire dans le programme d'enseignement des centres de formation statistique. L'objectif est de permettre au statisticien professionnel de se familiariser aux différentes techniques d'utilisation de l'ordinateur et en même temps être capable de composer de simples programmes et d'utiliser de simples ensembles de programme standard. On espère qu'à la fin de sa formation, le statisticien professionnel se sera familiarisé avec les réseaux et les communications entre le micro-ordinateur et le miniordinateur. Les données de petites quantités peuvent ainsi être traitées directement par le statisticien.

27. La technologie des micro-ordinateurs permet également d'informatiser les données et de les contrôler sur le terrain. Dans certains cas, celui qui procède à l'interrogatoire doit compléter le questionnaire et l'envoyer à un bureau régional pour enrégistrement et contrôle sur micro-ordinateur. Les questionnaires qui contiennent de graves erreurs peuvent être aussi immédiatement identifiés et corrigés par l'enquêteur sur le terrain et seuls des fichiers exempts de toute erreur sont éventuellement envoyés à l'unité centrale de traitement pour tabulation. Cette approche est utilisée dans l'Etude des niveaux de vie qui est effectuée en Côte d'Ivoire et au Ghana par la Banque mondiale.

28. Une autre approche qui n'est pas encore expérimentée en Afrique mais qui est utilisée à titre expérimentale dans les Enquêtes démographiques et sur la santé dans un pays d'Amérique latine est l'utilisation d'un (micro) ordinateur "laptop" par l'enquêteur. Les données sont informatisées au moment de l'interrogatoire. Un programme de contrôle incorporé attire l'attention de l'enquêteur sur toute erreur dans les réponses recueillies. Ainsi il est possible après l'interrogatoire d'avoir des données correctes qui ne requièrent plus de contrôle. Les fichiers qui sont ainsi ramenés de l'enquête sur le terrain sont prêts pour la tabulation. Avec cette approche, il est possible d'achever la tabulation des résultats d'une enquête dans six mois après la fin du dénombrement.

29. Toutefois, en dépit des efforts pour réduire le délai d'attente entre la fin des opérations sur le terrain et la publication de la première série des résultats détaillés des recensements, ce délai de six mois n'a pas pu être respecté en Afrique. Le délai moyen entre la fin de l'énumération du recensement démographique et la publication des premiers résultats détaillés est généralement de 3 à 5 ans. Cependant, les résultats préliminaires des recensements qui indiquent la population totale pour découpage administratif sont parfois disponibles dans les six mois qui suivent la fin du dénombrement.

30. Un autre problème rencontré dans la publication en temps opportun est l'impression des publications statistiques. Le temps mis par l'imprimeur de l'administration pour publier les résultats peut être énorme. Il existe des cas où les rapports du recensement sont restés avec l'imprimeur pendant

cinq ans ou plus. Pour la plupart des pays africains, la solution pour la direction de la statistique serait de disposer de ses propres infrastructures d'imprimerie pour produire des tableaux déjà prêts pour l'impression à partir de l'ordinateur. Il existe un certain nombre d'ensembles de programmes qui aident à formater les tableaux pour l'impression. Il existe également un certain nombre de possibilités d'impression qui permettent de reproduire directement les tableaux sans composition automatique. Si les gouvernements de la région fournissent à toutes les directions nationales de la statistique toutes les infrastructures appropriées pour l'impression, il serait possible de publier les rapports de statistique dans des délais raisonnables. Il est cependant nécessaire de souligner qu'en dehors de la publication des données statistiques sous forme de livre, les imprimés et les disquettes peuvent être mis immédiatement à la disposition des ministères. En outre, lorsque le matériel nécessaire existe, il est possible d'utiliser les microfiches pour la diffusion de l'information.

31. En ce qui concerne la diffusion des données, les bureaux de statistique ont besoin de créer de petites unités pour veiller à ce que les données parviennent aux principaux utilisateurs, tels que le ministère du plan et les ministères sectoriels le plus tôt possible. Pour ce faire, il est nécessaire de tenir à jour un fichier d'adresses des principaux utilisateurs. Il est également important pour l'unité d'avoir en retour des informations auprès de ces utilisateurs sur les problèmes qu'ils rencontrent au cours de l'application et de l'analyse des données. Ceci aiderait les bureaux de statistique, non seulement à améliorer la gamme des données qu'ils collectent, mais également à accorder davantage d'attention aux concepts, définitions et classifications qu'ils utilisent dans leurs tabulations.

Budget du programme de travail

32. Bon nombre de pays se sont plaints de la faible priorité accordée par les gouvernements aux directions nationales de la statistique et partant aux faibles crédits qui leur sont accordés. La raison pourrait être que les services statistiques n'ont pas fait preuve de leur utilité. En effet, il existe dans la région des services statistiques avec un personnel dont le rendement ne correspond en rien au nombre. Une façon de démontrer aux gouvernements l'efficacité de la direction nationale de statistique est d'élaborer un budget pour le programme de travail. Le programme de travail doit indiquer clairement l'objectif final à atteindre, les délais à respecter, le nombre de travail/mois des professionnels et des non professionnels nécessaires pour produire des données spécifiques, la forme de rendement, le coût des impressions et le coût total de tous les services. Ceci permettrait au gouvernement de savoir si les fonds sont bien dépensés par rapport aux services rendus. Bien que les gouvernements doivent se rendre à l'idée que les résultats statistiques ne peuvent être chiffrés en termes de profits et de pertes comme c'est le cas normalement pour un commerce lucratif. Par exemple si le coût de production d'un annuaire statistique devait être utilisé pour fixer son prix de vente, personne ne serait en mesure de l'acheter. Néanmoins, il est possible pour le gouvernement d'évaluer la portée, le contenu et l'opportunité d'un annuaire statistique par rapport à la somme totale dépensée pour sa production.

33. L'un des avantages d'un programme de travail est d'indiquer les dates de publication des résultats. Un plan d'exécution du programme doit être préparé pour le suivi des activités et des résultats.

34. Sur la base des budgets des programmes de travail, les gouvernements seront plus en mesure d'évaluer l'efficacité des services statistiques. D'autre part, au cas où des manques à gagner seraient constatés dans le budget déjà approuvé d'un programme, la direction nationale de la statistique peut modifier sa liste des résultats pour refléter les fonds dont il dispose réellement. De telles modifications nécessiteraient en effet les mêmes principes pour fixer les priorités, principes qui sont examinés ultérieurement dans le présent document.

II. BESOIN EN DONNEES

Disponibilités des données

35. Dans les deux documents qui sont examinés en même temps que le présent document "Amélioration des flux d'informations sur le suivi du programme de redressement économique et le développement de l'Afrique (E/ECA/PSD.5/17) et "Indications pour le suivi des programmes de développement et des flux de l'aide en Afrique" (E/ECA/PSD.5/15), il est fait une description du type de données qui doivent être collectées et publiées pour aider à l'élaboration, au suivi et à l'évaluation du programme de développement. Il ressort clairement de cette gamme de données et des réponses des gouvernements africains aux questionnaires de la CEA qu'il existe de nombreuses lacunes en matière de données. En effet, les planificateurs et les autres utilisateurs de données ont indiqué que les bureaux de statistique dans la région continuent de fournir des données qui ne sont pas très utiles pour la planification et qu'ils s'opposent à toutes les tentatives qui sont faites pour produire ces données. Les directeurs des services nationaux de statistique ont, pour se défendre, fait valoir que les planificateurs ne sont pas souvent en mesure de spécifier, et en détail, leurs besoins. Ce qui semble être appuyé par ceux qui ont entrepris des missions d'évaluation des besoins en données statistiques dans la région. Toutefois, il est certain qu'un problème réel existe, à savoir que les données requises par les planificateurs ne sont pas toujours disponibles ou que le retard dans la fourniture des données fait que ces données ne représentent plus qu'un intérêt historique. Il est donc très nécessaire que les producteurs et les utilisateurs de données se réunissent et se mettent d'accord sur le type de données à produire et les délais de production de ces données.

36. Les deux documents précités ne sont pas les premiers à être produits dans le cadre d'un effort pour définir les besoins en données des pays africains. Il convient de rappeler que lors de la réunion du "Groupe de travail sur l'organisation, le contenu et la méthodologie d'enquête auprès

des ménages (Addis Abéba 15 au 19 octobre 1979), un document intitulé "Besoins en données sur les ménages" (E/CN.14/SM.22) avait été présenté. Ce document spécifiait les éléments qui devaient être collectés dans chaque cycle d'enquête de même que les détails des besoins dans les différentes enquêtes de sujets uniques sur les caractéristiques démographiques, le revenu, la consommation et les dépenses, la main-d'oeuvre, l'emploi, le sous emploi et le chômage, les conditions sanitaires, la nutrition, l'habitat, la distribution d'eau, l'éducation, l'alphabétisation et les entreprises économiques des ménages.

37. Pour référence il est donné ci-après la liste des éléments essentiels proposés pour inclusion dans chaque cycle d'enquête. Ils sont divisés en trois catégories : les variables au niveau communautaire (c'est-à-dire la localité) pour chaque ménage en tant qu'unité et pour chaque membre et chaque visiteur du ménage. Il convient de noter que les éléments essentiels donnés à chaque niveau s'appliquent aux unités à ce niveau et aux niveaux inférieurs. Les éléments essentiels ne peuvent être appliqués à un niveau supérieur qu'après avoir été quelque peu uniformisés.

(a) Variables au niveau communautaire

Principale source et distance à la laquelle elle se situe du lieu d'approvisionnement en eau

Nature du service sanitaire le plus proche et la distance à laquelle elle est situé

Disponibilité d'une école primaire dans la localité

A quelle distance elle se trouve de la capitale régionale

Disponibilité d'un poste de police dans la localité

Disponibilité d'une poste dans la localité

A quelle distance se situe le marché le plus proche

Disponibilité d'un centre communautaire

Disponibilité d'un poste récepteur de village

Disponibilité d'une coopérative agricole/association de paysans

A quelle distance se situe la route pour la circulation automobile la plus proche

Méthode culturale ou principales caractéristiques écologiques

(b) Ménage en tant qu'unité

Nombre de ménages partageant l'unité de logement

Nombre de chambres occupées

Nombre de personnes par chambre (calculé)

Taille du ménage (calculé)

Revenu total tiré de l'agriculture, de l'emploi, du commerce et d'autres sources

Nombre d'exploitations agricoles possédées ou exploitées et distance à laquelle elles sont situées

Propriété des biens de production

(c) Membre et visiteur de chaque ménage

Nom
Age
Sexe
Relation avec le chef de famille
Résidence
Lieu de naissance
Nationalité
Fréquentation scolaire
Niveau d'éducation le plus élevé atteint
Alphabétisation
Activité
Occupation
Industrie
Emploi

La liste ci-dessus n'est donnée que pour illustrer les dispositions qui doivent être prises lors d'une enquête pour faciliter la collecte des données. La question sera encore examinée lorsque seront analysés les mécanismes de collecte de données.

38. A titre d'une autre illustration les besoins typiques en données pour l'énergie et l'environnement, les programmes de planification et de développement sont présentés avec plus de détails.

Données sur l'énergie : besoins et disponibilité

39. L'état actuel des statistiques sur l'énergie dans la plupart des pays africains ne reflète pas du tout le rôle crucial de l'énergie dans les économies nationales. La quantité et la qualité des données sur la production, la transformation et la consommation de l'énergie ne constituent pas souvent une base adéquate pour entreprendre, suivre et évaluer des programmes et des projets. Cette situation était continuellement déplorée au cours de l'exécution du Programme PNUD/Banque Mondiale d'évaluation du secteur de l'énergie. L'une des principales raisons était le manque de coordination, au niveau des institutions et de la planification de l'énergie en général. Et pourtant, bien que de tels organes centraux de planification aient été créés dans un certain nombre de pays depuis lors, les ressources consacrées à la collecte et à la compilation des données sur l'énergie semblent toujours tarder, lorsqu'il s'agit de les octroyer.

40. Bien que les données sur les combustibles commercialisés tels que les produits pétroliers et l'électricité soient en principe disponibles et collectées, du moins directement par les responsables nationaux de l'énergie, si ce n'est pas par les directions nationales de statistique, ces données ne sont pas souvent compilées et présentées au moment opportun. En outre, les données sur les prix et les coûts de l'énergie qui constituent, même avec la baisse temporaire des prix, un fardeau important pour les pays importateurs de pétrole, ne sont pas suffisantes, en particulier si l'on considère l'impact considérable des décisions dans ce domaine.

41. Ces contraintes s'appliquent également aux données sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables, telles que l'énergie solaire, l'énergie éolienne, et dans certains pays la puissance de la traction animale. Et si l'on constate une sous utilisation significative des ressources locales, c'est parce qu'on ignore les ressources potentielles et leurs applications qui pourraient entraîner une productivité accrue dans le domaine de l'agriculture et des transports.

42. Très peu d'informations statistiques sur l'énergie existent dans le domaine de la biomasse, c'est-à-dire le bois de chauffe, le charbon de bois, les résidus des récoltes et les déchets d'animaux. Tous ces types d'énergie étant cependant les seules sources d'énergie pour la cuisson, le chauffage et l'éclairage disponible aux groupes urbains et ruraux à faibles revenus ainsi qu'à de nombreux ménages et petites industries, le manque de données est particulièrement préjudiciable pour une planification bien orientée et une utilisation optimale des ressources.

43. Il va sans dire que l'établissement d'un bilan dans ce domaine pose des problèmes particuliers; il est donc nécessaire de faire un effort particulier pour les résoudre. Les programmes nationaux pour établir ou améliorer les statistiques sur l'énergie, devront chercher à s'attaquer à ces aspects qui constituent actuellement dans certains pays un goulot d'étranglement dans l'offre et la demande.

- l'inventaire des forêts et les enquêtes sur les arbres ne sont toujours pas faits fréquemment,
- la conception des enquêtes et les concepts de comptabilité doivent tenir compte du fait que les ressources en biomasse sont, sur le plan géographique, largement dispersées et sujettes à une multitude d'utilisations qui ne sont pas d'ordre énergétique, que la production ou l'exploitation de combustibles sont dans certains cas illégales et qu'à l'exception du charbon de bois la biomasse ne fait pas l'objet d'un commerce lucratif.
- les problèmes de mesure qui sont dus à de grandes variations dans la composition physique et qui affectent la valeur énergétique de la biomasse doivent être résolus.
- la variété des procédés d'utilisation finale avec différentes applications rend encore plus difficile l'établissement de l'utilité de l'énergie que dans le cas des procédés utilisant l'électricité le gaz ou un combustible liquide.

44. L'existence de données fiables avait pu souvent par le passé éviter une mauvaise allocation des fonds de sources intérieure et extérieure. Ceci est particulièrement vrai lorsque la dégradation de l'environnement, dû à une sur exploitation du bois s'est poursuivie au point que seules des mesures de réhabilitation très coûteuses pouvaient aider à remédier à la situation.

L'un des objectifs fondamentaux des statistiques sur l'énergie dans les pays africains doit être par conséquent de continuer à contrôler la base des ressources naturelles pour la biomass qui demeurera encore dans un avenir prévisible la seule source d'énergie accessible à la vaste majorité de la population.

45. Les besoins en données des autorités nationales chargées de la planification de l'énergie vont sûrement accroître; il faudrait donc prendre les dispositions nécessaires pour améliorer la collecte et la compilation des données. L'affectation des ressources dans ce domaine pourrait se révéler très rentable à moyen terme lorsque les prix de l'énergie sur le marché mondial augmenteront de nouveau.

Besoins et disponibilité de données sur l'environnement

46. L'objectif primordial qui doit être poursuivi dans la mise en place des statistiques sur l'environnement dans les pays africains est de fournir l'outil nécessaire pour la formulation, la mise en oeuvre et l'évaluation de stratégies inter-sectorielles aux fins d'un développement soutenu. L'utilité de ces statistiques pour les efforts de planification nationale pourrait bien s'étendre au delà de l'évaluation des ressources ou de la lutte contre la pollution.

47. Sur une base régionale, le travail le plus urgent à faire est la mise en place d'une série d'indicateurs sur la sécheresse et la désertification. Les besoins en données vont des données détaillées et actualisées sur l'utilisation de la terre et les statistiques sur les conditions du sol aux données agro-climatologiques et aux données fiables sur la biomass (voir ci-dessus la section relatives aux statistiques sur l'énergie).

48. La qualité des données varie pour ces domaines hautement prioritaires. Certains pays disposent de très bonnes données historiques sur les deux premiers sujets, bien que ces données ne soient pas parfois suffisamment à jour pour permettre de parvenir à des conclusions détaillées sur l'évolution de la désertification au cours des cinq dernières années. Invariablement, l'évaluation de la biomass est la plus difficile à faire.

49. S'agissant des éléments qui doivent figurer dans les statistiques nationales sur l'environnement, aucun programme spécifique ne peut être établi. Le choix des sujets au niveau national doit porter essentiellement sur les domaines prioritaires qui peuvent varier d'un pays ou d'une sous région à un autre. Les données devant être collectées et compilées doivent cependant porter sur les éléments suivants qui sont tirés du cadre pour le développement des statistiques sur l'environnement préparé par le Bureau de statistique des Nations Unies.

- a) état des catégories de l'environnement (terre, sol/flore, faune, atmosphère/eau, etc.)
- b) dans quelle mesure les activités et les événements ont un impact sur l'environnement

- c) mesures prises pour faire face aux impacts négatifs et pour promouvoir des actions favorisant la protection de l'environnement, et
- d) données de base générales sur la démographie, le climat, l'économie et le social.

50. La qualité de données nécessaires pour un système de statistiques sur l'environnement est très grande et variée. Cela ne signifie pas toutefois que des enquêtes spécialisées à grande échelle doivent être effectuées. L'un des principaux aspects de la formation professionnelle dans ce domaine doit être la sensibilisation de l'opinion sur la dimension environnementale des bases de données statistiques existantes qui vont des statistiques sur la météorologie, l'agriculture, l'industrie la santé à la comptabilité nationale. Ceci implique qu'un appui institutionnel efficace, c'est-à-dire politique est une condition préalable pour de tels programmes afin que l'accès aux banques de données et la coopération inter-institutions deviennent de la simple routine.

51. En collaboration étroite avec les utilisateurs potentiels aux niveaux national et international, il faudrait établir une liste des préoccupations en matière d'environnement, liste qui par la suite deviendra une liste des indicateurs statistiques qui reflète les priorités et les critères de la planification du développement tels que :

- a) la promotion des activités économiques sur la base des ressources locales disponibles pour les générations futures.
- b) la concentration des efforts pour répondre aux besoins fondamentaux de la majorité des groupes à faibles revenus
- c) la participation de la population à la conception et à l'exécution des projets.

52. Pour établir une base de données sur la sécheresse et la désertification à court terme ainsi qu'un système global de statistiques sur l'environnement à moyen terme, la CEA a formulé une série de mesures qui doivent couvrir les quatre prochaines années. L'objectif de la CEA est d'améliorer les capacités nationales en matière de statistiques dans le domaine, afin qu'éventuellement les tendances nationales et régionales des conditions de l'environnement puissent être évaluées et présentées au plan statistique. Les activités envisagées à ce stade incluent des ateliers sur les statistiques sur l'environnement naturel et celui créé par l'homme, les services consultatifs aux pays qui en font la demande, la fourniture de manuels techniques et la formation, de même que l'initiation à l'application des programmes de micro-ordinateurs pour l'évaluation des ressources et de l'environnement en général. Compte tenu de la portée du programme, des finances extra-budgétaires seront nécessaires.

Priorités statistiques

53. A la quatrième session de la Conférence commune, la question de l'identification des priorités en matière de statistique a été discutée. A la présente cinquième session de cette conférence, un document sur les priorités pour améliorer les statistiques économiques de base, (E/ECA/PSD.5/24) est également soumis. Dans tous les documents, certains principes de base ont été examinés dont les critères pour fixer les priorités, les types de choix, l'analyse coût efficacité dans la détermination des priorités et la personne ou l'autorité qui fait le choix. A cet égard, il convient de noter que cette question a également fait l'objet d'une discussion lors d'un séminaire sur l'application de la priorité statistique, tenu au Centre de Munich en 1979 et avant cette date lors d'un autre séminaire sur l'organisation d'un service statistique tenu au même Centre en 1977. Lors du séminaire de 1977, les questions telles que la détermination de la priorité, l'équilibre des besoins, la détermination et l'évaluation des besoins en matière de statistique et la justification des coûts ont été discutées. Tout le processus de détermination des priorités exige entre autres, l'identification des besoins des utilisateurs et l'évaluation de l'utilité de l'information statistique qui doit être fournie.

54. Dans la région africaine, la pratique constatée dans de nombreux pays est que la direction nationale de la statistique poursuit l'oeuvre entamée avant les indépendances. Les pays continuent donc à compiler et à publier les informations sur le commerce extérieur ou sur l'emploi (aux centres d'enregistrement) sur les vignettes des voitures, sur les arrivées et les départs des bateaux aux ports, etc., sans aucun effort consciencieux pour déterminer si ce sont là effectivement les types de données dont ont besoin les principaux utilisateurs des données statistiques. Des tentatives pour encourager les directions nationales de la statistique à créer des comités des producteurs et des utilisateurs pour déterminer les besoins prioritaires en statistiques des utilisateurs se sont jusqu'à présent révélées sans succès. Dans certains pays, pour des raisons qui ne sont pas toujours très évidents, les directions nationales de statistique se sont montrées peu enthousiastes à créer de tels comités. Ainsi, les enquêtes sont parfois menées sans associer les principaux utilisateurs potentiels des données; le résultat en est que les données compilées ne sont pas pleinement utilisées.

55. Dans le présent document, nous avons essayé de jeter un regard sur les questions de détermination des priorités en vue d'un re-examen de certains principaux sujets discutés lors du séminaire au Centre de Munich en 1979. Ces questions incluent l'importance de la détermination des priorités, les fonctions d'un service public de statistique, l'évaluation des besoins des utilisateurs, le type de choix, le coût et les profits ainsi que les méthodes pour appliquer les priorités.

56. En ce qui concerne l'importance de la détermination des priorités, il est généralement accepté qu'en cas de ressources limitées, aussi bien financières qu'humaines, il faudrait procéder à un choix minutieux des projets à exécuter. Dans le cas de l'Afrique, les besoins en données d'un pays doivent être déterminés essentiellement en fonction des besoins des utilisateurs nationaux plutôt qu'en fonction des besoins des institutions internationales. Toutefois, il convient de noter que la collecte des données qui se sert des définitions, des concepts et des classifications qui répondent aux normes internationales encourage l'utilité des données pour des comparaisons entre pays. On peut ainsi tirer des conclusions utiles sur les tendances et les modèles reflétés à travers les indicateurs.

57. La principale fonction d'un service public de statistique est de fournir des données au gouvernement. Les besoins du gouvernement, c'est-à-dire les besoins de planification et des ministères doivent bénéficier de la plus haute priorité. Une autre fonction mais secondaire est de fournir les services aux institutions non gouvernementales.

58. La première mesure à prendre dans l'évaluation des besoins des utilisateurs, en particulier ceux du secteur public est de s'assurer de la manière dont les données ont été utilisées jusque-là et dans quelle mesure elles l'ont été pour traiter des questions liées aux programmes de développement et des flux de l'aide. Le service statistique doit également vérifier si les utilisateurs ont relevé des lacunes importantes dans les données qui leur ont été fournies. Ceci permettra au service de déterminer l'utilité des données qu'il produit et le type d'amélioration qui doit être portée à ce processus de collecte de données. Cependant, il existe en Afrique des problèmes lors de ces évaluations. D'après l'expérience de la plupart des statisticiens dans la région, les planificateurs et les autres utilisateurs de données ne savent pas clairement leurs propres besoins. Dans bon nombre de pays, les planificateurs sont surchargés pour des travaux administratifs et ce aux dépens de la recherche qui devait faire partie intégrante de la planification. Ainsi les statisticiens se sont rendu compte qu'au lieu d'être sous la pression du ministère du plan qui recherche différents types de données, les requêtes sont faites uniquement pour les instituts de recherche. Cependant, étant donnée que les institutions de recherche ne constituent pas les utilisateurs principaux et officiels des données statistiques, leurs demandes peuvent être largement ignorées. Ainsi, les services de statistique continuent de produire des données qui sont produites depuis des temps immémoriaux. La solution au problème serait que le service statistique dispose d'un cadre pour la collecte de données dans lequel on procéderait à une évaluation minutieuse de tous les besoins des utilisateurs et dans lequel on pourrait faire une sorte d'analyse brute du coût-efficacité. Dans cette évaluation, le rôle des unités des utilisateurs et des producteurs dont mention a été faite précédemment doit être souligné, et il faudrait avoir à l'esprit que les données qui ne sont pas utilisées ne valent pas la peine d'être collectées.

59. La résolution 469 (XVIII) déjà mentionnée traite du problème en "notant que de nombreux services statistiques en Afrique ne sont pas encore en mesure de fournir des informations quantitatives appropriées" de manière satisfaisante et en temps opportun en raison de multiples contraintes dont la faible demande de données pour la planification non technique, l'exode des compétences statistiques, une gestion médiocre, les difficultés dans le traitement des données et l'incapacité à considérer les applications des données comme une référence principale dans l'organisation de la collecte, le traitement et l'analyse de données. Les gouvernements africains étaient exhortés à "identifier les applications des données comme base pour la détermination des priorités dans la collecte et l'analyse dans chaque domaine". Cette recommandation est toujours valable.

III. STRATEGIE POUR LA COLLECTE DE DONNEES

Sources de données

60. Comme on le sait bien, il y a trois sources principales de données statistiques à savoir, les registres administratifs, les recensements et les enquêtes. En vue de formuler une stratégie appropriée pour optimiser les activités de collecte de données en utilisant ces trois sources, il est nécessaire d'examiner les types de données qui peuvent être obtenues de chaque source, le coût pour obtenir ces données, le procédé pour élargir au maximum la gamme de données et les utilisations spéciales de chaque source de données.

61. a) Registres administratifs : En ce qui concerne les registres administratifs qui servent à d'autres objectifs, tels que les formulaires de déclaration de douane pour les importations et les exportations, les dossiers de la banque sur les flux des ressources financières et les autres types de dossiers financiers, les institutions autres que la direction nationale de la statistique sont chargées de la tenue de ces registres. La directive nationale de la statistique les utilise simplement pour obtenir les données statistiques appropriées.

62. En termes de coûts pour obtenir ces données, les registres administratifs sont généralement les moins chers à utiliser. Par exemple les statistiques sur le commerce extérieur ne reviennent pas trop chères au bureau de statistique, étant donné qu'elles sont normalement obtenues à partir des formulaires de déclaration de douane. Il en va de même pour certains types de comptabilité économique de même que pour les statistiques sur les industries, l'éducation, la santé, la migration internationale, le transport et les communications, etc. Il est par conséquent possible de produire les statistiques dans ces domaines assez rapidement en utilisant un minimum de personnel pour compiler, traiter et tabuler les informations appropriées.

63. Cependant, les registres administratifs de par leur nature même ont des limitations. Les registres qui au départ n'étaient pas destinés à des buts statistiques contiennent des lacunes lorsqu'ils sont utilisés pour obtenir des informations statistiques importantes. Etant donné que bon nombre de ces formulaires sont révisés de temps à autre, le statisticien a toutefois la possibilité de procéder à des changements dans la nouvelle conception du formulaire pour répondre aux besoins administratifs et statistiques.

64. b) Recensement : Une source de données plus exhaustive est le recensement puisqu'il couvre généralement toutes les unités du monde pour lesquelles des informations détaillées sont requises. Les recensements ont l'unique avantage de fournir des informations à la fois générales et détaillées dans les domaines spécifiques. Bien que les registres tenus par les établissements industriels puissent être exploités pour obtenir des informations sur les statistiques des industries, ils ne fournissent pas la même gamme de données détaillées comme celles pouvant être obtenues à partir d'un recensement industriel. Ceci s'applique à un recensement démographique ou agricole. Le principal désavantage d'un recensement est sa complexité, son coût et le temps qu'il fait pour traiter et publier les résultats. Etant donné qu'un recensement n'est normalement effectué qu'une fois tous les cinq ou dix ans, le laps de temps avant que les résultats du recensement précédent ne soient actualisés est très long. Ce laps de temps est inacceptable dans les domaines comme l'agriculture où l'exécution des programmes doit être suivie en de courts intervalles. Dans pareils cas, des enquêtes annuelles ayant une portée plus réduite doivent être effectuées pour compléter les recensements.

65. Dans ce contexte, il a été noté que les Nations Unies ont fait un certain nombre de recommandations sur la conduite des recensements de la population et du logement, dans les domaines agricoles et industriels. Dans certains cas, des groupes d'experts africains ont proposé leurs propres variantes des recommandations globales. La toute dernière série de ces recommandations est incluse dans le rapport du Groupe de travail sur les recommandations pour le Cycle de recensement de la population et de l'habitat de 1990 en Afrique, Addis Abéba, 18 - 22 mai 1987 (E/ECA/PSD.5/39). Si ces recommandations étaient mises en oeuvre pour les gouvernements africains, des séries de données démographiques et sociales riches pourraient être produites qui aideraient à la préparation et au suivi des programmes de développement.

66. c) Enquêtes : Au cours des récentes années, un certain nombre de programmes d'enquêtes ont été exécutés en vue d'aider les pays africains à obtenir de toute urgence les données requises pour décrire leur situation démographique, sociale et économique.

67. Le Programme africain de mise en place de dispositifs d'enquête auprès des ménages qui a été établi en 1978 visait à rassembler une base intégrée de données démographiques, sociales et économiques sur les ménages et les membres du ménage. La stratégie proposée sur recommandation de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes était de s'assurer que chaque cycle d'enquête contienne un certain nombre d'éléments principaux, mais de mener en même temps une enquête sur un sujet différent de manière plus détaillée dans chaque cycle. Les sujets identifiés incluent le revenu, la consommation et les dépenses, la main-d'oeuvre et les activités économiques des ménages.

68. La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) a lancé l'étude des niveaux de vie qui nécessite une enquête qui porte sur plusieurs sujets. La principale différence entre l'Etude des niveaux de vie et le Programme africain de mise en place de dispositifs d'enquête auprès des ménages est que le premier programme collecte des informations sur une grande variété de sujets dans le même cycle. Deux pays africains, la Côte d'Ivoire et le Ghana ont jusqu'ici effectué des enquêtes sur le programme d'Etude des niveaux de vie. Les deux pays participent également au Programme africain de mise en place de dispositifs d'enquête auprès des ménages, étant donné qu'ils ne considèrent par les deux programmes comme s'excluant mutuellement.

69. Compte tenu des types de données dont on a besoin urgentement pour le suivi des programmes, l'enquête semble être la meilleure option, à condition que les pays africains prennent des mesures pour s'assurer que les données collectées sont également traitées, analysées et utilisées principalement dans les pays mêmes.

Conclusions et recommandations

70. De nombreux gouvernements n'ont pas été satisfaits de la fiabilité et de l'opportunité des données produites par leurs directions nationales de la statistique. Ce point de vue est également partagé par les principaux utilisateurs et les utilisateurs secondaires des données statistiques africaines. Des doutes ont par ailleurs été exprimés sur la pertinence de certains des données produits. Il a été fait valoir que les données requises pour la planification du développement, l'exécution et le suivi de projets de même que pour la recherche ne sont généralement pas disponibles, alors que des données dont l'utilité est très douteuse sont produites fréquemment sans qu'elles fassent l'objet d'un examen critique de la part des directions nationales de la statistique. Il n'existe pas d'enquêtes périodiques sur le nombre de lectures afin d'obtenir en retour leurs réactions sur les publications statistiques et les autres résultats.

71. Par ailleurs les directions nationales de la statistique ont fait valoir que des financements insuffisants pour la collecte et le traitement des données de même que la faible priorité accordée aux activités statistiques ont eu pour résultat le faible statut dont bénéficie le personnel statistique les conditions de service peu satisfaisantes et les structures insuffisantes pour le traitement et la diffusion des données.

72. Les pays africains ne peuvent plus cependant se permettre de négliger leurs services statistiques. Le manque de données statistiques pour le suivi d'une grande partie des programmes de développement et de fonds d'aide a été souligné ces dernières années lorsque des efforts ont été déployés pour suivre les programmes tels que le programme d'ajustement structurel, le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique 1986-1990, et le Programme d'Action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique 1986-1990, sans compter les programmes nationaux de développement. Lors de discussions avec les ministères responsables de la préparation et du suivi des programmes de développement dans les pays africains, il a souvent été fait valoir qu'en raison du manque de données, les planificateurs ont eu à recourir à des estimations approximatives pour préparer leurs projets et programmes et pour assurer leur suivi. Une action urgente s'avère par conséquent nécessaire à quatre niveaux à savoir, le gouvernement, les directions nationales de statistique, les principaux utilisateurs des données statistiques et les organisations nationales impliquées directement ou indirectement dans la collecte de données.

73. Comme condition préalable à tout progrès dans la fourniture de données réellement appropriées pour le développement, le cycle des lacunes doit être interrompu là où les planificateurs du secteur public se plaignent à juste titre du manque de quantité et de qualité des données fournies pour les directions nationales de statistique et où ces derniers ont répondu que les ressources affectées pour les statistiques bien que rares doivent être encore réparties pour couvrir de nombreux domaines. Sans une nouvelle appréciation du problème sous forme d'un examen conjoint des besoins et des capacités mutuelles, davantage de ressources demeureront sous utilisées. La manière approfondie dont sera menée une telle évaluation dépendra dans une large mesure de la volonté politique de dépasser l'approche du laissez-faire et du laissez-aller face au développement.

74. Les paragraphes suivants portent sur les recommandations relatives aux différents acteurs s'occupant de la fourniture de bons services statistiques.

75. Les gouvernements africains sont exhortés :

- a) à accorder une plus haute priorité aux activités statistiques en générale
- b) à fournir un financement adéquat pour les services statistiques sur la base des budgets programmes

- c) à examiner minutieusement la législation régissant les services statistiques, leur structure, la gestion et les conditions de service en vue de créer les conditions qui attireront et retiendront des statisticiens bien qualifiés

76. Les directions nationales de la statistique doivent avoir une notion bien définie des besoins en données et un plan structuré contenant les sources de données et les méthodes de collecte les plus fiables dans leurs pays. En outre, elles doivent être au centre d'un réseau composé de toutes les organes chargées de la collecte des données dans les ministères et autres institutions.

77. La forme précise que doit prendre un plan directeur fondamental et organisationnel dans un pays donné dépend bien sûr d'un certain nombre de facteurs tels que l'importance accordée à la planification et à la direction du développement poursuivi et aux structures administratives mises en place. Certains principes généraux seront cependant formulés qui pourraient être utilisés comme répertoire pour évaluer et améliorer les services statistiques.

78. (a) Organisation des services statistiques Pour la plupart des pays africains, le concept d'un bureau central de statistique chargé de la collecte de toutes les données statistiques et de la coordination de toutes les activités demeurera l'option la plus viable. Dans les pays où les ministères/institutions sectoriels ont été chargés de la collecte des données dans leur domaines respectifs, il faudrait faire preuve d'une grande attention pour s'assurer qu'il n'y ait pas double emploi ailleurs. Bien au contraire, tous les efforts doivent être destinés à aider le ministère à fournir en temps opportun des données fiables.

79. b) Budget du programme de travail : Un descriptif de budget doit être élaboré couvrant l'exercice budgétaire et indiquant quels seront les objectifs à atteindre au cours de cette période. Pour chaque objectif il faudrait donner une indication des principaux utilisateurs et les utilisations escomptées. Le descriptif doit également contenir une explication des besoins en ressources qui doit indiquer le nombre de travail/mois des professionnels et des non professionnels requis pour les résultats et le coût des opérations sur le terrain, du traitement des données et d'impression à l'extérieur du service. Les détails de cette nature aideront le ministère des finances (division du budget) à évaluer le type d'activités et de résultats finals qu'ils peuvent financer au cas où il n'y aurait pas suffisamment de fonds.

80. c) Détermination des besoins des utilisateurs : Une grande importance doit être accordée à la détermination des priorités en matière d'activités statistiques. Dans le présent contexte, les comités d'utilisateurs et de producteurs peuvent jouer un rôle primordial. Après l'organisation initiale d'un examen exhaustif de toutes les activités statistiques dans un pays, ces comités peuvent ensuite se réunir sur une base de routine, peut-être

un jour fixe chaque mois. La préférence doit être accordée aux réunions de courte durée mais organisées fréquemment, étant donné que l'une des fonctions les plus importantes de ces comités est de créer un réseau viable pour l'échange d'informations. L'avantage que procurent les réunions de ces comités pourraient bien compenser l'inconvénient qu'il y a d'insérer une autre réunion dans un calendrier déjà chargé.

81. Des sous groupes pour des domaines spécialisés comme les statistiques démographiques et sociales, les statistiques économiques et les statistiques des ressources naturelles et de l'environnement pourraient être mis sur pied, et qui pourraient permettre aux statisticiens spécialisés de rencontrer les planificateurs dans les domaines respectifs. Ces groupes doivent cependant faire rapport aux comités sur une base trimestrielle.

82. L'un des premiers objectifs de ces comités doit être d'engager la préparation d'un annuaire des institutions qui collectent, compilent et diffusent les statistiques dans le pays, d'établir la liste de toutes leurs séries avec une indication des périodes couvertes et d'indiquer si les données peuvent être extraites des machines et sous quelle forme. Sur la base d'un tel annuaire, on pourrait procéder à une évaluation qualitative et quantitative de la capacité statistique nationale.

83. Les conclusions et les recommandations des comités ne doivent être faites qu'à titre consultatif et les membres doivent faire rapport aux organes de décision. Les institutions internationales opérant dans le pays, en particulier lorsqu'elles sont engagées dans des activités de collecte de données, sont dans l'obligation d'avoir l'autorisation des organes de décisions.

84. d) Priorités dans la collecte des données : La direction nationale de la statistique établit une liste des priorités sur la base des sujets. Cette liste doit tenir compte des priorités reflétées dans le plan de développement national et définir les types de données requises pour le suivi des projets et leurs impacts sur le développement socio-économique et sur l'environnement. La plupart des pays établiront leurs priorités à partir de la liste ci-jointe.

85. e) Sources des données : Les directions nationales de la statistique doivent tout mettre en oeuvre pour faire une utilisation optimale de toutes les options disponibles dans l'établissement des bases de données. Ceci implique que l'organe de coordination doit recevoir les informations actualisées sur ce qui est disponible avec des spécifications telles que la portée géographique, la période couverte, les variables utilisées. Sur cette base, il sera établi un plan de ce qui est collecté, la période de collecte, comment et avec quelle intensité la collecte a été faite. Un plan à moyen et long termes actualisé et révisé sur une base annuelle doit être utilisé pour s'orienter. Une telle anticipation à long terme du développement statistique permet de faire des provisions appropriées pour les ressources, financières et humaines qui sont nécessaires pour exécuter les programmes de recensement et d'enquête.

- (i) Recensements : En élaborant les programmes de recensement, il faudrait prévoir suffisamment de temps pour la publication des résultats. Un autre recensement ne doit pas, comme ce fut souvent le cas, être effectué avant que les résultats du précédent ne soient connus. Un intervalle de dix ans s'est avéré approprié pour les besoins des pays africains, à condition que cette périodicité soit strictement respectée. Pour que les résultats du recensement soient disponibles à temps et pour une grande variété d'utilisateurs, il faudrait mettre à profit les nouvelles technologies pour le traitement et la diffusion des données compilées.
- (ii) Enquêtes : Les enquêtes semblent être la source la plus riche en informations statistiques pour les pays africains. Tous les pays doivent par conséquent élaborer des programmes expliquant les résultats escomptés et incluant les calendriers détaillés pour le traitement, l'analyse et la diffusion. Les concepts internationaux doivent être révisés pour les adapter aux objectifs spécifiques poursuivis. Si l'on recherche des comparaisons entre pays, la norme doit être recherchée dans la mesure du possible. Ceci est particulièrement important pour l'analyse des tendances et des structures d'une enquête (ou recensement) à une autre.
- (iii) Régistres administratifs : Compte tenu du fait que les données provenant de cette source sont "bon marché" en ce sens qu'elles sont collectées pour une variété d'objectifs établis, il faudrait faire la plus grande utilisation de cette option. Le bureau central de statistique ne doit pas jouer un rôle entièrement passif en tant que bénéficiaire. L'utilité des registres administratifs compilés pour les institutions spécialisées du gouvernement telles que le ministère du commerce peut être maximisée par le biais de consultations sur la composition des registres et leurs contenus entre les directions nationales de la statistique et les unités de données au sein des ministères.

86. f) En vue d'améliorer la qualité des données collectées, une unité organisationnelle sur les méthodes et les normes doit être mise sur pied dans chaque service statistique. L'une des fonctions de cette unité doit être la création de plans de contrôle de la qualité à toutes les phases du processus de collecte et de compilation de données. Cette unité doit veiller à ce que les normes établies dans les systèmes de classification de même que les concepts et les définitions courants sont utilisées dans toutes les opérations de collecte de données.

87. g) La direction nationale de la statistique doit éviter une séparation des fonctions entre les collecteurs de données (statisticiens) et les compilateurs (informaticiens). Avec l'avènement du micro-ordinateur, les statisticiens doivent être encouragés à traiter leurs propres données dans la mesure du possible. L'utilisation du programme approprié dans le traitement des données doit être encouragée pour faciliter l'informatisation des données, les corrections, la tabulation et l'analyse.

88. h) Les directions nationales de la statistique doivent, si elles ne l'ont pas encore fait, créer une unité d'information et de relations publiques pour la diffusion des données. Cette unité servira également comme un mécanisme par l'intermédiaire duquel les principaux utilisateurs des données fourniront en retour des informations sur les déficiences constatées dans les données. Ce mécanisme peut être contrôlé et utilisé pour améliorer la qualité des données dans les publications subséquentes.

DISCIPLINES STATISTIQUES ET LEURS INTERACTIONS

A l'attention de la Quatrième session de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains, un document a été présenté proposant l'établissement d'une liste des priorités statistiques. La liste proposée a été compilée sur la base d'une enquête à laquelle 22 pays avaient répondu.

Dans le cadre des préoccupations spécifiques examinées dans ce document, l'ancienne liste a été revue. Une alternative est présentée qui ne met pas l'accent sur la classification mais plutôt sur les interactions entre différents domaines statistiques spécialisés. Une telle approche permettrait aux pays de concevoir leurs programmes statistiques nationaux de manière globale.

Les différentes disciplines statistiques sont groupées en trois principaux domaines d'intérêt :

- Social (y compris démographique)
- économique
- environnement

Etant donné qu'il existe des liens entre toutes les disciplines statistiques, l'accent est mis uniquement sur les principales.

Les chiffres entre parenthèses indiquent le classement de chaque domaine spécialisé dans l'enquête de 1985 susmentionnée.

DISCIPLINES STATISTIQUES ET LEURS INTERACTIONS

